

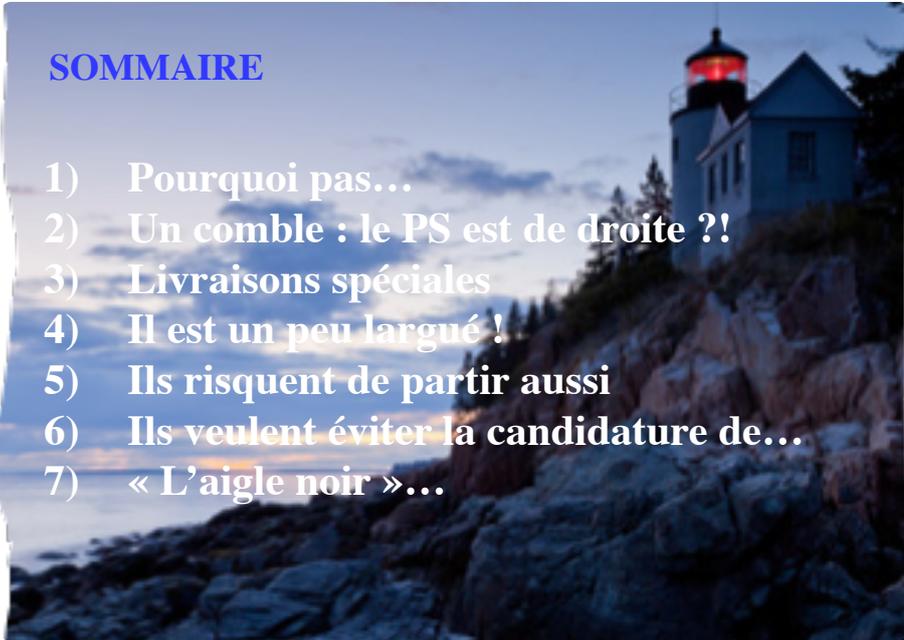
LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 26 JUIN 2015

SOMMAIRE

- 1) Pourquoi pas...
- 2) Un comble : le PS est de droite ?!
- 3) Livraisons spéciales
- 4) Il est un peu largué !
- 5) Ils risquent de partir aussi
- 6) Ils veulent éviter la candidature de...
- 7) « L'aigle noir »...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Retour de DSK: deux Français sur cinq disent "oui"



"Trois Français sur cinq n'approuveraient pas un retour de DSK en politique..."

AFP PHOTO / PHILIPPE HUGUEN

"Jack is back", lançait récemment Dominique Strauss-Kahn sur Twitter, annonçant son retour... Deux Français sur cinq approuvent ce message, d'après un sondage Elabe pour BFMTV.

DSK, le retour? Près de deux Français sur cinq (38%) souhaitent que Dominique Strauss-Kahn revienne dans la vie publique française, selon un sondage Elabe pour BFMTV publié ce jeudi matin. Ils sont 13% à le souhaiter "tout à fait", et 25% "plutôt". Mais la majorité des sondés lui disent "non". 31% ne le souhaitent pas du tout et 30% plutôt pas (1% restant sans opinion).

Dans le détail les femmes sont moins nombreuses que les hommes à vouloir le retour de l'ancien patron du FMI (33% contre 44%). Les sympathisants de gauche sont partagés quasiment à égalité entre ceux qui souhaitent son retour (49%) et ceux qui ne le souhaitent pas (51%). Les personnes favorables à son retour dans la vie politique sont même 54% au PS. Ils sont 36% à droite, 44% au MoDem, 39% au FN.

L'EXPRESS

II) Le député frondeur Philippe Noguès quitte un PS «droitisé»

Lilian ALEMAGNA



Philippe Noguès devant l'Assemblée en 2014. (Photo Stéphane de Sakutin. AFP)

Elu du Morbihan depuis 2012, il estime avoir «honte» de l'orientation prise par ses camarades et appelle les «frondeurs» à constituer un nouveau groupe à l'Assemblée.

Et de deux. Après l'ex-eurodéputé Liêm Hoang-Ngoc, c'est au tour du député du Morbihan, Philippe Noguès, de quitter les socialistes. «Le PS s'est droitisé, social-libéralisé, explique-t-il à Libération. Il a basculé du mauvais côté de la force.» Dans une lettre que nous nous sommes procurée (voir ci-dessous), ce parlementaire breton élu en 2012 et adhérent socialiste depuis 2006 justifie ce départ, trois ans après son élection à l'Assemblée : «La fierté que je ressentais ce 17 juin 2012 s'est transformée d'abord en désenchantement, puis, je dois l'avouer, en un peu de honte, écrit-il. Honte de n'avoir pas vu plus tôt la réalité en face, de n'avoir pas tiré plus tôt la sonnette d'alarme, parce que je voulais encore croire que les choses allaient changer». «Club de supporters»

Depuis l'arrivée de Manuel Valls à Matignon, Noguès a milité avec les députés dits «frondeurs» pour «tenter d'infléchir la ligne du gouvernement». «Notre action a été utile mais force est de constater que nos efforts ont été relativement vains», regrette-t-il. Son «espoir de changer de l'intérieur», poursuit-il, «s'est évanoui». «Les mots ne suffisent plus, il faut des actes», martèle-t-il. Noguès rend donc sa carte socialiste en même temps qu'il quitte le groupe SRC (Socialistes, républicains et citoyens). Dans un courrier au patron des députés PS (lire par ailleurs), il fait part de son «intime conviction que le PS s'inscrit dans une démarche de transformation vers un parti social libéral, après avoir définitivement fait sienne la théorie selon laquelle il n'y aurait pas d'alternative». Pour Noguès, le groupe socialiste à l'Assemblée «se transforme peu à peu en un simple club de supporters des actions du gouvernement».

Va-t-il migrer vers la gauche de l'hémicycle et rejoindre un autre groupe parlementaire ? «Non, répond-t-il à Libération. Je ne rejoins pas un autre groupe.» Il garde un «espoir» : que d'autres socialistes déçus de la ligne prise par le PS et le gouvernement le suivent pour constituer un nouveau groupe parlementaire. «Mon action va en amener d'autres», dit-il. Mais après un déjeuner mercredi midi avec ses camarades opposés à la ligne économique pris par François Hollande et Manuel Valls, Noguès doit se résoudre pour l'instant à partir seul : «Eux pensent qu'ils

peuvent encore faire évoluer le parti.»

La lettre de Philippe Noguès

Depuis de longs mois, avec mes camarades frondeurs, je me bats pour infléchir la ligne économique du gouvernement dans un sens plus favorable aux salariés, aux classes moyennes et populaires. Force est de constater que nos efforts ont jusqu'ici été vains. Bien sûr nous avons dérangé politiquement, mais le chemin tracé vers une société de plus en plus libérale n'a pas varié.

Pire même, l'idée qu'aucune alternative n'était possible continue à imprégner les esprits et accentue encore le brouillage idéologique. L'espoir de pouvoir transformer les choses de l'intérieur que ce soit au sein du PS ou du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale s'est peu à peu évanoui. Dans le pays le fossé entre les citoyens et la politique n'a jamais été aussi large. Tous les partis sont touchés, de gauche ou de droite, à l'exception du FN qui prolifère sur nos manques, nos incohérences et nos reniements. Et pourtant...

Au début...

Il y a 3 ans jour pour jour, nous étions plusieurs dizaines de nouveaux députés socialistes à nous réjouir de notre élection. Je m'en souviens comme si c'était hier : cette fierté d'avoir été choisi par une majorité des électeurs de ma circonscription. Je n'étais pas naïf, je connaissais les institutions de la Vème république et cette obligation pour le Président nouvellement élu d'avoir une majorité à l'Assemblée nationale pour pouvoir mettre en application son programme. Mais tout était possible. Le président avait été élu sur un projet qui allait permettre un véritable changement par rapport à la décennie précédente. Et même si personne n'imaginait que les choses allaient être simples, même si je savais qu'il allait nous falloir affronter des conservatismes et des résistances, j'avais la faiblesse de penser que nous allions commencer rapidement à imposer le changement que tous nos électeurs attendaient. Nous l'avions écrit : justice sociale, impôt citoyen, banques rappelées à leur raison d'être, amélioration de la qualité de vie des jeunes, des classes moyennes ou populaires. Nous avons suffisamment dénoncé les affres de la droite au pouvoir pour ne pas vouloir faire totalement autrement !

Je voulais œuvrer à ce pour quoi j'avais voulu m'engager en politique « active » après 35 ans de vie professionnelle « normale ». Bref faire ce pour quoi j'avais été élu, en m'appuyant sur un parti qui partageait les orientations que j'avais développé au cours de la campagne et sur tous ces militants qui eux aussi y croyaient !

Trois ans plus tard...

3 ans plus tard que reste-t-il de tout cela ? Comment ne pas comprendre le désarroi de tous ces citoyens qui ont vu les promesses s'évanouir et leurs conditions de vie se dégrader ? Comment ne pas comprendre ce rejet des politiques, quand le changement attendu n'a même jamais commencé, faute d'avoir simplement essayé !

La fierté que je ressentais ce 17 juin 2012 s'est transformée d'abord en désenchantement, puis je dois l'avouer, en un peu de honte. Honte de n'avoir pas vu plus tôt la réalité en face, de n'avoir pas tiré plus tôt la sonnette d'alarme parce que je voulais encore croire que les choses allaient changer. Et honte aussi de ces hommes politiques dont les convictions varient au fil du temps simplement pour soutenir un gouvernement ... même quand les décisions de ce gouvernement vont à l'encontre de ce qu'ils ont défendu devant les électeurs. Mais que restera-t-il à la fin de ce quinquennat ?

La fatigue aidant, vient parfois la tentation de tout laisser tomber. Mais je le sais au plus profond de moi, il n'est pas possible d'abandonner. Je le dois à tous ceux qui m'ont fait confiance, à tous ceux qui me font encore confiance. Et aussi parce qu'aujourd'hui ce n'est plus la honte mais l'indignation qui me motive. Je veux dépasser tout ça, je refuse cette conception de la société qu'on impose petit à petit dans les esprits pour mieux convaincre qu'il n'y aurait pas d'alternative. Bien sûr que si, il y a une alternative. Il y a toujours une alternative ! Sinon à quoi sert la politique ?

Je suis socialiste et je le reste !

Les mots ne suffisent pas, il faut des actes. Pour moi, ce sera une rupture. Et quand j'écris ce mot je pense à tous ces militants, tous ces sympathisants, qui m'ont soutenu tout au long de ces derniers mois. Pour eux, ce ne sera pas une surprise. Je suis socialiste, je le reste, mais ils le savent, je ne crois plus que le parti socialiste, en tant que structure politique, puisse être le moteur d'un nouveau rassemblement, d'un nouveau départ.

J'ai donc pris la décision, douloureuse, de quitter le Parti socialiste, mais aussi le groupe SRC à l'AN. me disent que c'est une erreur. Les raisons invoquées sont nombreuses et parfois Certains contradictoires. D'abord ceux qui pensent qu'il est préférable de rester unis au sein du PS... mais chacun voit les limites de ce combat que nous venons de mener pendant de longs mois sans véritables résultats, et surtout sans espoir réel de faire bouger les lignes.

D'autres plaident pour un départ groupé, plus tard... toujours plus tard. Enfin il y a ceux, pour des motifs stratégiques qui me rappellent les longues traversées du désert de beaucoup parmi ceux qui ont osé s'affranchir d'un parti majoritaire. J'entends tout cela ! Mais ma décision est prise.

Et aujourd'hui je prends le risque, je fais le choix de la liberté, de l'indépendance, de la loyauté envers mes convictions et envers les électeurs qui m'ont élu en 2012. Je n'abandonne pas mes camarades. Je serai à leurs côtés à l'Assemblée nationale quand il s'agira de se mobiliser contre toutes ces orientations libérales que nous refusons.

Je ne bascule pas dans une opposition systématique. Je soutiendrai les projets de loi qui me sembleront aller dans le bon sens. Je continuerai à combattre la droite qui n'a aucune solution crédible pour les Français, si ce n'est la volonté de revanche de l'ancien président, ou une austérité accentuée pour répondre aux critères libéraux de Bruxelles.

Cette décision est dans mon esprit un nouveau départ. Je continuerai à user de ma liberté de penser, à user de mon libre arbitre... parce que j'ai encore l'espoir d'une gauche réconciliée avec elle-même, avec les citoyens, avec les Français !

Il est aujourd'hui urgent de réagir et de proposer une autre politique, mais aussi une image différente de celle-ci, basée sur l'exemplarité, la loyauté, la transparence et l'écoute des citoyens. C'est aussi comme cela que nous lutterons efficacement contre le FN et tous les populismes.

Répondre à la défiance et à l'indignation des citoyens

Je ne pars pas pour une aventure individuelle. Au contraire je vais maintenant me battre pour rassembler tous ceux, adhérents ou non à une organisation, qui croient qu'il est encore possible d'engager une démarche politique et citoyenne et de construire une société basée sur le respect des droits humains et environnementaux en s'appuyant sur des valeurs d'honnêteté, de liberté, d'égalité et de justice sociale.

Je vais m'y employer d'abord dans ma région, parce que je pense qu'il est indispensable de répondre concrètement à la défiance et parfois même à l'indignation qui règne chez mes concitoyens. J'annoncerai ainsi dans les prochaines semaines une initiative en ce sens.

Et je le ferai aussi au national parce qu'il est indispensable de fédérer toutes les énergies. Et elles existent ! Une recomposition est possible qui aille au-delà des partis et organisations politiques traditionnelles...sans pour autant les exclure. Des initiatives sont en construction et j'en serai !



III) Quand Jérôme Cahuzac se faisait livrer du cash à Paris



Par Mathieu Delahousse

Par deux fois, 10.000 euros en espèces lui ont été remis, dans la rue, par un intermédiaire habitué à servir des clients de banques suisses. Un épisode gênant.



Jérôme Cahuzac, en 2013 (BERNARD BISSON/JDD/SIPA)

Alors que l'ancien ministre du Budget vient d'être renvoyé devant le tribunal correctionnel de Paris pour fraude fiscale et blanchiment de fraude fiscale, un épisode inédit apparaît : A deux reprises, en 2010 et 2011, Jérôme Cahuzac a effectué des retraits en liquide depuis son compte non déclaré. 10.000 euros à chaque fois. Le cash lui a été livré lors d'"un rendez-vous dans la rue" et la somme apportée par un intermédiaire de confiance après qu'il ait appelé sa banque suisse, donné son nom de code ("Birdie", un terme de golf) et expliqué qu'il avait besoin de liquidités en France.

Devant les juges - qui disposaient par ailleurs des relevés de comptes des établissements de Suisse et de Singapour -, Jérôme Cahuzac avait, lors de ses déclarations en forme d'aveux en avril 2013, admis ces livraisons d'argent liquide, les justifiant par des "charges de familles" à régler. Jérôme Cahuzac venait alors d'être nommé président de la commission des finances de l'Assemblée Nationale. Il était en instance de divorce et ses revenus avaient chuté brutalement.

Des passeurs habitués à transporter bien plus

Ce genre de livraison d'espèces par des intermédiaires est déjà apparu dans des dossiers de fraude fiscale, notamment les affaires Bettencourt et Dassault sur des montants bien supérieurs et des durées bien plus longues. Le principe est toujours le même pour des clients de banques suisses décidés à prendre le risque de jouer à "cache-cash" : plutôt que de se rendre jusqu'au guichet de leur banque fut-elle de l'autre côté des Alpes et avec le risque de passer une frontière, il s'agit pour eux d'appeler son gestionnaire de compte, de s'identifier au besoin d'un numéro de compte ou d'un code et de passer commande du cash nécessaire.

La somme réclamée est apportée sous vingt-quatre ou quarante-huit heures par un livreur d'une société spécialisée et rémunérée par commission. Les rendez-vous, habituellement, se font à domicile ou dans les salons de grands hôtels, la plupart du temps contre signature. Plusieurs sociétés de compensation ou des "passeurs" professionnels auraient ainsi eu jusqu'à ces dernières années pignon sur rue à Genève.

"Un acte de blanchiment"

Dans leur ordonnance finale, les juges Le Loire et Van Ruymbeke soulignent que cet improbable épisode est en contradiction avec les déclarations de l'ancien ministre du Budget qui a toujours affirmé ne pas s'être occupé de son compte non déclaré qui avait été transféré en 2009 à Singapour. Son solde était de 579.000 euros quand le scandale a éclaté. Les juges estiment que "cette remise d'espèces témoigne d'un savoir-faire et de la pérennité d'un dispositif permettant de rendre des services à un client constituant des actes de blanchiment."

Sollicités par "l'Obs", ni Jérôme Cahuzac ni ses conseils n'ont souhaité commenter cette information.

Une explication lors du procès public

L'ancien ministre qui a admis publiquement l'existence de son compte caché en avril 2013 doit s'expliquer de façon complète à l'audience publique où il sera entouré de ses avocats Jean Veil et Jean-Alain Michel. La date du procès n'est pas encore fixée. Les juges d'instruction l'ont renvoyé devant le tribunal pour fraude fiscale et blanchiment de fraude fiscale. Il sera également jugé pour avoir menti dans sa déclaration de patrimoine établie lors de son entrée au gouvernement, puisqu'il s'était évidemment abstenu à l'époque d'indiquer l'existence de son compte caché.

Pas d'informations sur les laboratoires

Les juges ont en revanche abandonné les poursuites lancées pour une éventuelle perception d'argent des laboratoires pharmaceutiques. Ce point restera d'ailleurs une zone d'ombre : Jérôme Cahuzac a bien admis avoir reçu des rémunérations à deux reprises du laboratoire Pfizer qu'il avait conseillé pour la fixation du prix d'un médicament. Mais en dehors de ces deux virements qui représentent un tiers seulement des virements retrouvés, aucun autres versements en provenance de l'industrie pharmaceutique n'a été identifié.

Mathieu Delahousse

tempsreel.nouvelobs.com/

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Louis Gallois n'est plus au contact des réalités

Gérard le Puill humanite.fr



AFP

Dans sa volonté de soutenir la politique de Valls et de Hollande via l'allègement des charges des entreprises, l'ancien PDG de l'Aérospatiale, de la SNCF et d'EADS semble avoir totalement perdu le contact avec ce que vivent les travailleurs en France.

Louis Gallois, ancien capitaine d'industrie et actuel coprésident de cabinet de réflexion «La Fabrique de l'industrie» plaidait dans «Les Echos» du 23 juin en faveur de nouveaux allègements de charges qu'il faudrait consentir au patronat sur les salaires compris entre 1,6 et 3,5 fois le SMIC. C'est déjà le cas avec le CICE(1) pour les salaires jusqu'à 2,5 fois le SMIC, mais l'ancien patron dit vouloir «éclairer les futures décisions lorsque, en 2017, le CICE sera transformé en baisses de charges».

Gilles Koléda, son acolyte à «La fabrique de l'industrie», argumente, lui aussi, en ce sens et affirme que «la productivité a tendance à baisser lorsqu'on fait bénéficier les bas salaires d'allègements de charges alors que lorsqu'ils sont concentrés sur les salaires intermédiaires, on tire vers le haut la structure des salaires». Et Louis Gallois d'en rajouter une couche dans le même registre en déclarant ceci: «Si l'on considère que les chômeurs sont en moyenne moins qualifiés que le reste de la population et qu'il faut donc en priorité faire bénéficier les bas salaires des allègements de charges, cela revient à entretenir à terme cette non-qualification. Ce n'est pas une voie favorable ni pour les uns ni pour les autres».

Dans cette nouvelle conceptualisation de la théorie de la «destruction créatrice» de Joseph Schumpeter que l'économiste autrichien limitait

aux machines, Louis Gallois semble vouloir l'appliquer aux hommes et aux femmes dont une frange de plus en plus importante serait réduite au rebut. Louis Gallois n'a probablement regardé dimanche soir sur France 5 le documentaire consacré aux ateliers de confection délocalisés depuis l'Europe en Asie. Les salaires mensuels varient entre 60€ et 100€ tandis qu'ils ne dépassent les 200€ en Macédoine, aux portes de l'Europe. Il n'est pourtant pas besoin d'être un grand penseur digne de collaborer à « La Fabrique de l'industrie », pour comprendre que des baisses de charges deux ou trois fois plus élevées que celles concédées aux patrons en France ne pourront jamais amener ces derniers à rivaliser en termes de coûts avec des pays dans lesquels le patronat - lui-même soumis aux donneurs d'ordres que sont les firmes commerciales occidentales- surexploite désormais des millions de travailleurs qui gagnent à peine de quoi manger sans même avoir de protection sociale.

La mondialisation libérale sur fond de dumping social et environnemental dans laquelle sont impliquées les firmes multinationales et que le tout récent G7 du 7 et 8 juin en Allemagne vient encore d'encourager à aller plus loin dans la dérégulation et le libre échange cause aussi d'énormes ravages dans les pays occidentaux. De nombreux travailleurs précarisés et de sans emploi marginalisés - qualifiés ou non- n'ont plus de quoi payer leur loyer, nourrir leur famille et éduquer leurs enfants. Ce dont Louis Gallois ne semble pas avoir conscience à en juger par les propos qu'il tient dans « Les Echos »

Invité d'une émission du même quotidien « Les Echos », le 24 juin, Jean-Louis Beffa, ancien capitaine d'industrie lui aussi et que l'on a pu voir venir débattre à la fête de l'Humanité sur l'avenir industriel de la France, affirmait ceci : « La baisse des charges sur les bas salaires est une erreur, qui fait que le CICE n'a pas servi à l'industrie. Cette baisse a joué pour les services, surtout ceux qui n'ont pas d'effet sur la compétitivité française, comme la grande distribution ou le ramassage des ordures ménagères ... ».

Ajoutons que la grande distribution ne s'est pas contentée d'empocher le CICE, sans forcément créer d'emplois au final. Elle a aussi pratiqué un chantage odieux sur bon nombre de ses fournisseurs, notamment dans l'agroalimentaire, afin qu'ils partagent avec elle, via une baisse des prix dans le cadre de la négociation annuelle sur le référencement, la moitié des allègements de charges que leur apportait le CICE.

Louis Gallois devrait sortir un peu de sa tour

d'ivoire pour reprendre contact avec la réalité.

(1) Crédit Impôt Compétitivité Emploi

l'Humanité.fr

Luc Carvounas, premier parlementaire à se marier avec son compagnon

Par C.Dubois



« Ce n'est pas un coup de comm', ce n'est pas un geste politique. Je suis amoureux alors je me marie, c'est simple », motive Luc Carvounas, sénateur-maire PS d'Alfortville,

qui convolera en justes noces avec Stéphane Exposito, chef de cabinet de la secrétaire d'Etat aux Droits des femmes, Pascale Boistard,

le samedi 11 juillet prochain.

« Je n'ai jamais rien caché. Mes concitoyens savent très bien à la fois l'homme politique que je suis et qui je suis dans la vie privée. Je me rends à nombre de manifestations officielles, du banquet des anciens aux inaugurations, avec mon compagnon. Nous sommes pacés et vivons ensemble depuis quatre ans. Se marier constitue pour moi un acte normal. Il est vrai que j'ai toujours pensé que c'est quelque chose qui me serait interdit. Je suis ravi que la loi ait changé et que je puisse le faire », poursuit l' élu.

Un symbole politique fort malgré tout puis qu'il s'agira du premier mariage d'un parlementaire avec une personne de même sexe. La famille politique du sénateur devrait du reste être au rendez-vous, de Manuel Valls et de nombreux ministres, à Claude Bartolone, en passant par Cécile Duflot, Emmanuelle Cosse, Robert Hue... « Toute la gauche française a gentiment répondu oui notre invitation », se réjouit le maire de la ville.

94Citoyens

V) Les départs du PS menacent de se multiplier

Marc de Boni



Christian Paul, le chef des frondeurs, Jérôme Guedj et Laurent Baumel Crédits photo : Lemouton Stephane/ABACA

Le départ du frondeur Philippe Noguès du PS place ses collègues de la gauche du parti face à leurs contradictions et à l'échec de leur stratégie. Certains élus affirment qu'ils pourraient s'en inspirer.

Le départ du député Philippe Noguès pourrait entraîner des défections en cascade rue au parti socialiste. L'élu du Morbihan a annoncé mardi à ses collègues députés sa volonté de tourner la page de Solferino, au motif qu'il ne se reconnaît plus dans la ligne économique du gouvernement et qu'il n'estime plus possible de l'infléchir. «Tout le monde lui a dit comprendre son choix», confie ce jeudi dans le Parisien le député, lui aussi frondeur, Pourria Amirshahi. Lui est même sur le seuil de la porte: il envisage de créer un «mouvement commun» à la gauche du PS pour rassembler les forces d'alternative à la ligne de Manuel Valls, du Front de Gauche aux écologistes, en s'inspirant du succès de Podemos en Espagne ou de Syriza en Grèce.

«Noguès veut construire avec moi ce mouvement», affirme Pourria Amirshahi. Pourtant le député des Français de l'étranger n'a pas encore franchi le pas symbolique. «Je ne pense pas qu'il

faillie claquer des portes», expliquait-t-il au **Scan le 15 juin, après l'annonce du départ d'un autre cadre de la gauche du PS**, l'ex-eurodéputé Liêm Hoang-Ngoc, cofondateur du «Club des socialistes affligés». En effet le départ de Philippe Noguès pose surtout problème aux frondeurs, qui se voient poussés dans leurs contradictions et confrontés à l'impossibilité de voir aboutir leur projet «d'infléchir la ligne gouvernementale de l'intérieur».

Triomphe de la ligne Valls

«Ce n'est pas la bonne décision», regrette Mathieu Hanotin, député frondeur. Du côté de la direction du groupe socialiste à l'Assemblée on ne cache pas son plaisir: **«Ce départ, c'est un pas vers une meilleure clarté, tant mieux»**, a balayé dans le Parisien Bruno Le Roux, quitte à finir de briser la fragile image d'unité obtenue à grands efforts par Jean-Christophe Cambadélis au Congrès de Poitiers. Invité ce matin de Sud Radio, le député Eduardo Rihan-Cypel enfonce le clou et n'essaie pas un instant de retenir son camarade: «C'est toujours mieux quand c'est plus clair. Au moins il est cohérent avec lui même», juge-t-il. Il y voit même une victoire pour la ligne Valls au sein du parti: «Je pense que la séquence de la fronde est

derrière nous. ils ont perdu la bataille».

Le chef de file de la motion B Christian Paul, lui, ne peut que constater la fonte de ses troupes, déjà minoritaires. «Bruno Le Roux a toujours aimé faire le vide: plus une seule commune PS dans sa circonscription! Philippe Noguès: l'avenir nous réunira», prévient le député de la Nièvre sur **Twitter**. Certains semblent déjà sur le point de franchir eux aussi le pas de la porte: «C'est en train de précipiter», prévient Patrice Prat, un des derniers députés proches d'Arnaud Montebourg de l'Assemblée. «Moi-même je n'écarte rien aujourd'hui car je me reconnais de moins en moins dans ce groupe», explique au Parisien l'élu du Gard.



VI) Comment l'aile gauche du PS s'organise pour éviter une candidature Hollande en 2017

Persuadés que si Hollande est candidat en 2017, il sera absent du second tour, les Frondeurs ainsi que certains "Aubrystes" et "Hamonistes" s'organisent pour contrer sa candidature et présenter une alternative à celle, inévitable en cas de primaires, de Manuel Valls.



Christelle Bertrand, journaliste politique, suit Nicolas Sarkozy depuis 2002. Elle a couvert son actualité pour le quotidien "France-Soir" jusqu'en 2011, puis pour le magazine VSD, participant à de nombreux déplacements avec lui, avant et pendant sa présidence. Son dernier livre, "Chronique d'une revanche annoncée" (Editions Du Moment, 2014

On les croyait vaincus. Réduits au silence depuis Poitiers. Caporalisés par l'entrée dans la phase reconquête en vue de la présidentielle lancée par François Hollande. Bref "hollandisés". Mais il n'en est rien. Bien au contraire. Les opposants à la ligne sociale libérale du président de la République et de son Premier ministre sont plus que jamais mobilisés.

Mardi 23, ils ont même diné ensemble : Aubrystes, frondeurs, Hamonistes... "On n'arrête pas de se voir, on se voit trop même...", ronchonne un participant à ces agapes nocturnes.

Ils se voient, se parlent et complotent pour préparer l'avenir. Pas question pour eux de marcher au pas comme l'aurait souhaité le tout nouveau patron du PS. Pas question de soutenir, les yeux fermés, une action gouvernementale qui, selon eux, va dans le mur sous prétexte que l'on entre dans une phase de turbulence. Si certains se sont laissés convaincre craignant de ne pas être réinvestis pour les législatives, d'autres pensent qu'il faut, avant toute chose, gagner la présidentielle et que ça n'est pas en accommodant le socialisme à la sauce libérale façon Macron que la gauche passera le cap du premier tour. Alors ils entendent bien se faire entendre à nouveau. A la fin de l'année, le projet de loi de finances pourrait être une belle occasion. "Il va nous falloir trouver encore 5 milliards de réduction de dépenses supplémentaires, ça risque de faire mal", explique une frondeuse. La gauche du PS pourrait donc à cette occasion donner de la voix et même sourit, un député "pousser le gouvernement à dégainer une nouvelle fois l'article 49.3".

Dans le même temps, ils préparent aussi une autre bataille, plus souterraine, plus politique. Un coup à triple bande, la bataille du perchoir. En effet, si Claude Bartolone est élu président du Conseil Régional d'Ile de France, il pourrait être remplacé à la tête de l'Assemblée nationale par Jean-Marc Ayraut qui reste très proche de François Hollande, quand à la présidence du groupe PS elle serait occupée par Christophe Borgel proche de Manuel Valls. "Ca ressemble furieusement à une mise sous tutelle", observe un frondeur. "S'ils veulent Ayraut, il va nous falloir des compensations", souffle un autre de leur représentant, qui ajoute : "on veut la présidence du groupe, on demandera à ce que ce soit une femme issue de la motion B". **La gauche du PS s'organise donc, convoite les postes clés pour peser un peu plus et détenir des leviers utiles en cas de... primaires à gauche.**

Car c'est bien ce qui leur trotte dans la tête. "Je suis très inquiet pour 2017, lorsque je me promène sur les marchés, j'entends les gens me dire : je ne voterai plus jamais Hollande, il m'a volé mon vote". Tous voudraient infléchir la politique du gouvernement avant qu'il ne soit trop tard mais sans grand espoir d'autant qu'explique l'un d'eux : " Manuel Valls et François Hollande ont tellement tiré les lignes à droite que l'affichage de quelques symboles de gauche ne va pas suffire". Et faute de changer Hollande et sa politique, histoire d'avoir une chance de l'emporter face à la droite en 2017, cette aile gauche du PS, qui pèse plus que les 30% de la motion B puisque elle comprend aussi des aubryistes qui ont soutenus la motion A, n'exclue pas de faire pression pour obtenir l'organisation de primaires.

"Si Hollande est toujours aussi bas en janvier et qu'aucun sondage ne le donne présent au second tour, les députés sortants vont commencer à flipper", explique un ancien ministre qui ajoute : "la pression va monter. Tout le monde va commencer à réfléchir à une solution alternative à Hollande et va réclamer qu'il jette l'éponge". Manuel Valls devrait alors, en toute logique, s'imposer. Or le but de l'aile gauche du PS est bien d'éviter qu'il soit le seul candidat crédible et de proposer une alternative.

Mais avant de parler d'évoquer le nom d'un chef de file, ils veulent construire un programme autour duquel se retrouver. L'une de leur idée phare c'est qu'en faisant une politique uniquement tournée vers l'électorat centriste, Valls a abandonné la question sociale au FN. "Nous devons nous en saisir à nouveau, construire un discours neuf", explique un participant à cette fronde d'un nouvel ordre.

Tous regardent avec intérêt l'initiative de Pouria Amirshahi qui vient de lancer un mouvement destiné à rassembler certains élus du PS, d'EELV et du Front de Gauche mais aussi des personnes issues du monde associatif, des syndicats et du monde de l'entreprise solidaire. Le député a lancé son initiative le 7 juin dernier à partir d'un constat violent : "la gauche est en deux : une partie se fracasse sur ses propres renoncements ; une autre partie résiste aux dérives libérales et sécuritaires d'une social-démocratie sans imagination, mais se divise, sans souffle et parfois prisonnière elle aussi des mêmes mots... que plus personne n'écoute vraiment". Son initiative, selon certains, est un ballon d'essai suivi

avec beaucoup d'attention par un PS déboussolé, orphelin, et qui cherche désespérément une source d'espoir. Cette initiative pourrait servir de plateforme à une candidature alternative en 2017 ou en 2022. Restera ensuite à se mettre d'accord sur la personne la plus à même d'incarner la dite alternative, ce qui ne sera pas la question la plus facile à trancher.



VII) François Rebsamen, l'oiseau de mauvais augure



Alexandre Coste

La promesse de campagne de François Hollande, "le chômage n'est pas une fatalité et j'inverserai la courbe", le ministre du Travail François Rebsamen se la traîne comme un boulet depuis sa prise de fonction en avril 2014. Tous les mois, il est invité à constater l'échec de la politique du gouvernement. Et ça continue encore et encore : + 16 200 demandeurs d'emplois enregistrés en mai. Une hausse "gonflée", nous dit-on, en raison d'une "procédure inhabituelle" (sic) qui rendrait ces chiffres difficilement "interprétables" d'après le ministre du Travail...



Pascal Fayolle/SIPA

« Emploi, mon Pôle emploi, ne vois-tu rien venir ? » demanda François Rebsamen. Et Pôle emploi répondit : « Je ne vois, encore ce mois, que le nombre de chômeurs qui s'accroît. » La promesse de campagne de François Hollande, « le chômage n'est pas une fatalité et j'inverserai la courbe », le ministre du Travail se la traîne comme un boulet depuis sa prise de fonction en avril 2014. Il a beau jongler avec les indicateurs pour entrevoir de « bonnes surprises » là où il n'y a objectivement aucune raison se réjouir, dégainer le renforcement des contrôles des chômeurs, demander à ce que l'on juge le fruit de ses efforts sur une longue période plutôt que mois par mois (quand lui ne se gêne pas pour dire qu'il y a une embellie sur les deux premiers mois de l'année), rien ne vient entraver l'irrésistible ascension de cette courbe. Et contredire le constat d'échec du gouvernement. Ce constat, le ministre doit le faire tous les mois, dès lors que Pôle emploi publie les nouveaux chiffres du chômage. Retour sur un an et deux mois de « souffrances » ministérielles...

Avril 2014 : « Je suis sûr que cette année nous aurons des baisses qui se produiront certains mois, on est sur une tendance baissière. » #optimisme #tendancebaissière

Mai 2014 : « Je ne m'attends pas à une amélioration immédiate, pas non plus à une aggravation significative. » #prudence #nini

Juin 2014 : « Il y avait 9,7 % du taux de chômage fin 2013. Cette année on va essayer de tenir sur cette base, en-dessous de 10 % du chômage. J'espère une stabilisation à la fin de l'année. » #nouvelobjectif #onvaessayer

Juillet 2014 : « Des signes positifs sont visibles : le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie A diminue en juin (-1 400), confirmant une tendance débutée au deuxième semestre 2013. » #signespositifs #jongleaveclescategoriess

Août 2014 : « Avec 0 % de croissance depuis le début de l'année, il ne faut pas s'attendre à ce que – malgré les politiques de l'emploi – le chômage diminue. » #lafauteàlacroissance #jypeuxrien

Septembre 2014 : « Je demande à Pôle emploi de renforcer les contrôles pour être sûr que les gens cherchent bien un emploi. » #lafauteauxchômeurs

Octobre 2014 : « Soyons honnêtes : nous sommes en échec. À titre personnel, devoir annoncer chaque mois une augmentation du chômage, c'est une souffrance. » #durelavie

Novembre 2014 : « La hausse est plus limitée pour les plus jeunes et les plus âgés. » #theyesneeds thenotowin againsttheno #positiveattitude

Décembre 2014 : « L'amélioration de la conjoncture en 2015 s'accompagnera de la poursuite d'une politique de lutte contre le chômage offensive. » #verbiage #congolexicomatisation

Janvier 2015 : « Il y a des facteurs favorables en ce début d'année. (...) Nous avons là, je crois, un alignement des planètes plutôt favorable. » #astrologie

Février 2015 : « Ce que j'espère, c'est que le nombre de chômeurs diminuera à la fin de l'année. » #araignéedusoir #espoir

Mars 2015 : « On va avoir fin 2015 une stabilisation voire une baisse du chômage. J'en prends l'engagement. Après, j'assumerai ce que je viens de dire. » #cestdit #jurécraché

Avril 2015 : « Nous verrons dans les prochains mois que l'année 2015 sera meilleure que l'année 2014. » #moinspire

Mai 2015 : « Il y a incontestablement un décalage entre la reprise d'activité et les embauches. » #lucide #décalageincontestable

Juin 2015 : « 2015 sera meilleure que 2014. Cela passera par une phase de stagnation puis après une phase de décrue. » #décrue #expertenzoneshumides #nauffrage #fuiteducerveau



LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue